

L'aventure intellectuelle d'un engagement communiste à l'heure du désenchantement

Par Annie Fourcaut

Le livre de Pierre Mansat et Christian Lefèvre raconte avec aisance, sincérité et émotion l'engagement communiste de l'auteur, son travail d'adjoint aux relations avec les collectivités territoriales d'Ile de France de Bertrand Delanoë, puis d'inspecteur général de la ville de Paris chargé d'une mission sur la métropole auprès d'Anne Hidalgo, pendant la période 2001 à 2018. Des pages nettement autobiographiques éclairent les origines de l'engagement de Pierre Mansat. Insérés dans ce texte, les chapitres de Lefèvre tissent les méandres d'un polar très noir dont le héros, Paul Métro, s'avère être le double de Mansat. Paul Métro enquête sur le meurtre commis le 12 avril 1964 - date qui renvoie à la loi supprimant le département de la Seine et créant les nouveaux départements de la région parisienne - d'un certain Grand Paris, né en 1929, date qui évoque les débuts de la planification de la région parisienne. La fiction sert ici à compléter le récit autobiographique et laisse entrevoir au lecteur les aspects les plus sombres de la vie politique parisienne, qui ne pourraient être abordés dans le récit « vrai ». Mais le lien entre les deux textes n'est pas toujours aisé et le lecteur s'interroge sans cesse sur le rapport entre témoignage et fiction policière.

Malgré cet artifice, ce livre restera car il offre un remarquable matériau pour comprendre deux questions généralement peu traitées : que faire d'un engagement communiste à l'heure du désenchantement et comment expliquer l'échec de la mission métropolitaine que Delanoë confie à Mansat en 2001 ? Sur ces deux aspects, la sincérité et le courage de l'auteur emportent l'adhésion et offre aux lecteurs un matériau inédit.

L'autobiographie communiste est un genre bien connu et Ma vie rouge s'inscrit dans un corpus considérable. D'abord, les autobiographies d'institution : le Parti exigeait de ses militants qu'ils remplissent un questionnaire autobiographique dès les années 1930. Le mouvement communiste faisait du contrôle biographique un élément essentiel de sa politique des cadres. Déposées aux archives de Moscou dorénavant accessibles, ces biographies sont une source essentielle pour l'histoire du PCF. Le modèle indépassable reste Fils du peuple, paru en octobre 1937 pour la première fois aux Éditions sociales internationales, un livre signé Maurice Thorez, mais probablement écrit à la demande du Komintern par Eugène Fried. Combinant récit autobiographique et mémoires politiques, Fils du peuple entendait accomplir l'identification de Thorez et du parti qu'il dirigeait, et offrir une hagiographie à laquelle chacun pouvait s'identifier. Quatre cents autobiographies de militants communistes sont recensées sur le site Maitron en ligne. Dans Ma vie rouge, le récit mêle avec beaucoup de sincérité des éléments extrêmement personnels avec le parcours militant et politique, soit la vie privée et la vie publique. C'est sans doute parce que leur conciliation s'avère si rude, et Mansat ne fait pas exception, que tant de communistes ont éprouvé le besoin de mettre leur expérience par écrit. Curieusement, le récit des origines de l'engagement communiste débute par celui du départ du PC en mars 2010, comme si le désenchantement dominait ce parcours, alors que le PC cesse peu à peu de peser ailleurs que dans quelques bastions. Ce départ pose question. Non pas sur ses raisons, fort bien expliquées dans la lettre de démission qui constate la perte de substance et la fermeture du parti à tous les nouveaux enjeux. Mais sur l'étrange aveuglement qui fait écrire à l'auteur : « Quand je décide de quitter le PC, je ne mesure pas

l'ébranlement que produira ce choix ». En d'autres termes, comment un militant aussi expérimenté que Pierre Mansat, ancien permanent, n'a-t-il pas pressenti que cette rupture les fragiliserait, lui et sa mission métropolitaine ? Même moribond, dans l'univers impitoyable de la vie politique parisienne, un parti reste un bouclier qui protège et une machine électorale. Le quitter, c'est se retrouver sans défense et sans mandat électoral. Surtout un parti pour qui l'organisation est tout. D'ailleurs des figures d'apparatchiks, qui eux ne démissionnent jamais, apparaissent à l'arrière-plan dans les couloirs de l'Hôtel de Ville. Mais Pierre Mansat n'est pas un apparatchik, il ne peut pas rester dans un parti dont il désapprouve la politique et sa carrière s'en trouve affectée.

Il est rare que des hommes politiques fassent le récit de leur défaite. Cependant le second apport du livre porte sur l'échec de la construction de la métropole parisienne, la MGP née en 2016 restant une institution sans pouvoirs. Dans un chapitre intitulé « Le droit à la ville », Pierre Mansat dresse le bilan de ses vingt ans d'engagement pour faire advenir un Grand Paris doté de pouvoirs de décision et explique l'échec de l'entreprise : mille-feuille administratif, égoïsme des élus, refus du partage des richesses, etc. Mais, maintenant que le rideau est tombé, l'histoire de la métropole parisienne offre, en moyenne durée, d'autres pistes de compréhension. Croire que la Conférence métropolitaine (2006), une assemblée informelle d'élus, pouvait déboucher un jour sur une avancée institutionnelle, c'est feindre d'ignorer qu'en région parisienne, la méthode *bottom up* ne fonctionne pas car c'est toujours *in fine* l'Etat qui décide des grandes opérations : l'annexion de 1860, les villes nouvelles ou le métro de la Société du Grand Paris. Même après les décentralisations successives. Enfin il y a des contextes où certaines avancées sont possibles, d'autres où les blocages s'accumulent : les années 2007-2010 semblent avoir ouvert cette fenêtre de tir, dont le maire de Paris n'a pas voulu s'emparer. Ensuite, il est trop tard. Sans faire d'histoire fiction, si Haussmann n'avait pas profité des belles années de l'Empire autoritaire pour annexer les communes suburbaines, il est probable que les résistances eussent été ensuite beaucoup plus fortes.

Le témoignage de Mansat est d'autant plus précieux que le débat initié au début de ce siècle paraît en 2021 largement dépassé : l'élection d'Emmanuel Macron, l'effondrement du système politique classique et l'inculture des nouveaux élus, la crise des gilets jaunes qui témoigne de l'attachement farouche à une parcelle de territoire, la sécession de centaines de quartiers de l'agglomération parisienne et la crise de la COVID dessinent un paysage métropolitain nouveau. Le Grand Paris des investisseurs et des promoteurs se construit tous les jours suivant les lois du marché immobilier ; le métro de la SGP remplace le RER à bout de souffle ; la gentrification et la paupérisation conjointes creusent les inégalités, mais il en va de même dans toutes les villes globales de la mondialisation. Les ménages des classes moyennes s'enfuient vers les villes moyennes de l'Ouest et les grands ensembles des Trente glorieuses servent enfin à loger l'immigration légale et clandestine. Bref, le Grand Paris avance, sans être gouverné ou plutôt à travers d'in vraisemblables chevauchements administratifs, et les citoyens, qui de toute façon s'abstiennent de plus en plus, ignorent ces débats jugés techniques. Mansat a essayé et échoué, mais pour y avoir joué le rôle de conseiller historique, je peux dire que ce fut une très belle aventure humaine et intellectuelle.

(Annie Fourcaut est historienne)